

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
4 décembre 2020
Français
Original : anglais

Lettre datée du 3 décembre 2020, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Estonie auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le résumé, établi par la présidence, de la séance publique du Conseil de sécurité organisée selon la formule Arria le 20 novembre 2020 sur le thème « Comment le Conseil de sécurité peut-il contribuer au processus de paix en Afghanistan ? » (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Sven **Jürgenson**



Annexe à la lettre datée du 3 décembre 2020 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Estonie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Résumé, établi par la présidence, de la séance publique du Conseil de sécurité sur le processus de paix en Afghanistan, organisée selon la formule Arria le 20 novembre 2020

Introduction

Le 20 novembre 2020, l'Allemagne, l'Estonie et l'Indonésie, en leur qualité de membres du Conseil de sécurité, ont organisé avec l'Afghanistan, la Finlande, la Norvège et le Qatar une séance virtuelle de haut niveau selon la formule Arria sur le thème « Comment le Conseil de sécurité peut-il contribuer au processus de paix en Afghanistan ? ».

La séance était présidée par le Ministre estonien des affaires étrangères, Urmas Reinsalu. L'orateur principal était le Président de l'Afghanistan, Mohammad Ashraf Ghani. Des exposés ont été présentés par la Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Afghanistan et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, Deborah Lyons, un membre de l'équipe de négociation de la République islamique d'Afghanistan et de son groupe de contact, également membre du Conseil d'administration du Croissant-Rouge afghan, Fatima Gailani, et la Directrice pour l'Asie de l'International Crisis Group, Laurel Miller. Les co-organisateurs, les intervenants et les membres en exercice et nouveaux membres du Conseil de sécurité ont été invités à participer à la séance et à intervenir. Tous les autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies ont été invités à présenter des déclarations écrites. Les sept co-organisateurs de la séance et un nouveau membre du Conseil étaient représentés au niveau ministériel. Les sept co-organisateurs, les membres en exercice du Conseil et quatre nouveaux membres ont pris la parole. Onze autres États Membres ont présenté des déclarations écrites.

Le Conseil de sécurité ayant la responsabilité de prévenir les conflits violents et les guerres, l'objectif de la séance était de déterminer par quels moyens les membres du Conseil et la communauté internationale pourraient contribuer aux négociations de paix afghanes et assurer le maintien de la paix et de la stabilité en Afghanistan après la guerre. Les participants à la séance ont également souligné que la Conférence de 2020 sur l'Afghanistan qui se tiendrait à Genève contribuerait grandement à définir les modalités de l'aide civile qui serait apportée au pays dans l'avenir.

Discours liminaire

Dans son discours liminaire, M. Ghani a demandé au Conseil de sécurité de réaffirmer son soutien à un cessez-le-feu, d'examiner le lien entre les stupéfiants et le terrorisme, de promouvoir le consensus régional et d'aider l'Afghanistan à élaborer un processus menant à la réalisation de l'objectif final d'un Afghanistan souverain, unifié et démocratique. Il a également demandé au Conseil d'assurer l'application effective des sanctions afin de contribuer à l'aboutissement des négociations de paix avec les Taliban.

Exposés

Les intervenants ont insisté sur le fait que l'année 2020 revêtait une importance capitale car elle marquait le début des négociations de paix entre le Gouvernement afghan et les Taliban. Ils ont également souligné la nécessité de faire avancer le processus de paix et déclaré que les deux parties étaient sur le point de parvenir à un

accord sur le Code de conduite, ce qui permettrait de lancer les discussions sur le projet d'ordre du jour des pourparlers. La communauté internationale devait déterminer par quels moyens elle pourrait appuyer au mieux cette action pour favoriser l'instauration d'une paix durable. Le nombre de victimes civiles demeurerait effroyablement élevé et rien n'était plus urgent que de réduire la violence. Des questions délicates mais importantes seraient mises en lumière dans le cadre des pourparlers : les droits humains, notamment les droits des femmes, les droits des minorités, la liberté d'expression et les droits des victimes de guerre ; l'avenir de la démocratie ; l'éducation ; l'état de droit ; le terrorisme transnational ; et les stupéfiants. Il importait qu'au cours des négociations les progrès les plus importants réalisés au cours des 19 années précédentes, notamment en matière de droits des femmes, soient préservés et encore renforcés. S'il était mené à bien, le processus de paix conduirait à la formation d'un gouvernement dans lequel tous les Afghans se reconnaîtraient. Les pays voisins avaient un rôle important à jouer dans le processus de paix, car la réalité d'un Afghanistan prospère, pacifique et stable serait dans l'intérêt de la région.

Débat

Les participants ont souligné que le début des pourparlers de paix en Afghanistan constituait une occasion sans précédent de mettre fin à des décennies de guerre et de bâtir un avenir de paix pour tous les Afghans. Le processus de paix devrait être dirigé et contrôlé par les Afghans. Le Gouvernement afghan et les Taliban devraient intensifier leurs efforts de négociation. Le rôle de la communauté internationale consistait à appuyer ces efforts. À cet égard, un groupe international d'appui à la paix serait bientôt établi. Les participants étaient pleinement conscients que le niveau actuel de violence, en particulier contre la population civile, était inacceptable. Il fallait en finir avec la violence et instaurer un cessez-le-feu permanent. L'objectif était toujours de parvenir à un règlement pacifique qui préserve les progrès les plus importants accomplis au cours des 19 années précédentes ainsi que l'ordre constitutionnel afghan. Il fallait soutenir les aspirations de tous les Afghans, en particulier des femmes et des jeunes, ainsi que des minorités, et entendre leur voix. La plupart des participants ont condamné les attaques terroristes et averti qu'elles pourraient compromettre l'instauration de la paix. Quelques-uns ont relevé que le trafic et le commerce de drogues restaient une source de financement du terrorisme, ce qui constituait une grave menace pour le pays et la région. Plusieurs membres ont insisté sur le fait que la fourniture d'une aide à l'Afghanistan et le retrait des contingents internationaux étaient subordonnés à certaines conditions, à savoir que des progrès soient réalisés dans le processus de paix et que la situation en matière de sécurité sur le terrain s'améliore. La situation économique et humanitaire en Afghanistan devait être améliorée. Plus de 12 millions de personnes, soit plus d'un tiers de la population du pays, étaient touchées par une grave insécurité alimentaire. La conférence des donateurs organisée à Genève témoignait de l'attachement de la communauté internationale au bien-être de tous les Afghans, et permettrait d'aboutir aux trois résultats suivants : un nouveau dispositif d'aide, un communiqué politique et des contributions financières. Enfin, le Ministre afghan des affaires étrangères a sincèrement remercié l'Allemagne et l'Indonésie d'avoir assuré la prise en charge du dossier de l'Afghanistan avec diligence et succès et s'est félicité que l'Estonie et la Norvège aient accepté de prendre le relais à partir de 2021.

Conclusion

Les participants se sont dans l'ensemble accordés à dire que la plus grande attention devait être accordée par la communauté internationale et le Conseil de sécurité à l'évolution de la situation en Afghanistan, et en particulier du processus de

paix. Le Conseil appuyait l'appel lancé par le Secrétaire général en faveur d'un cessez-le-feu mondial et d'une réduction immédiate de la violence. L'appui du Conseil serait crucial pour les Afghans dans leur quête d'une paix qui préserverait les acquis obtenus au cours des deux décennies précédentes. Dans sa résolution [2513 \(2020\)](#), adoptée le 10 mars 2020, le Conseil avait défini les principes fondant l'instauration d'une paix durable en Afghanistan.

Recommandations issues de la séance

- Le Conseil de sécurité peut contribuer au processus de paix afghan en condamnant les actes de violence et en faisant valoir à toutes les parties, en particulier aux Taliban, qu'il était crucial de réduire la violence et qu'elles devaient progresser sur la voie de la paix.
- Le Conseil doit faire connaître ses vues sur les questions relatives à la préservation des acquis obtenus au cours des 19 années précédentes, notamment en matière de droits humains – droits des femmes, droits des minorités, liberté d'expression et droits des victimes de guerre – dans le cadre des pourparlers de paix, ainsi que dans le règlement de paix qui suivra, et doit mettre en garde contre les conséquences possibles d'une détérioration de la situation des droits humains dans le pays.
- Le Conseil devrait réaffirmer qu'il importe que l'Afghanistan continue de respecter ses obligations internationales, notamment les sept principaux instruments internationaux relatifs aux droits humains auxquels il est partie.
- L'action du Conseil peut renforcer le rôle joué par les pays voisins de l'Afghanistan dans le processus de paix. En collaboration avec toutes les coordonnatrices et tous les coordonnateurs résidents des pays voisins, la Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Afghanistan a déjà lancé une initiative à l'échelle du système des Nations Unies visant à renforcer les liens au niveau régional.
- La fourniture d'une aide à l'Afghanistan devrait rester subordonnée à certaines conditions essentielles, à savoir que des progrès soient réalisés dans le processus de paix et que la situation en matière de sécurité sur le terrain s'améliore.
- L'application de sanctions est un bon moyen de faire progresser les pourparlers de paix et d'assurer leur succès. Le réexamen des mesures de sanction et de la Liste devrait continuer d'être fonction des avancées et des résultats obtenus dans le cadre du processus de paix.
- Il serait utile que le Conseil approuve la désignation d'un médiateur ou d'une médiatrice, ce qui témoignerait de l'intérêt commun que présente pour tous ses membres l'édification d'un Afghanistan stable qui contribue à la stabilité régionale et n'offre aucun refuge aux terroristes transnationaux.